



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)

route de Chalampé
BP 1403
68100 Mulhouse

Références : 0006705657_2024-09-11_PSA(Mécanique)_VIIC-Echéance-AIR
Code AIOT : 0006705657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. L'inspection a été annoncée le 02/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le suivi des échéances d'une précédente visite d'inspection qui avait abouti à la constatation de non conformités : visite d'inspection du 12/05/2023 concernant la thématique des rejets air (notamment, ces Composés Organiques Volatiles) de l'atelier Mécanique et qui avait abouti à la signature d'un Arrêté de Mise en Demeure du 16/08/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006705657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Au sein de l'usine de production automobile, le pôle Mécanique est regroupé autour de 3 usines, les usines Mécanique B, C et D. L'unité Mécanique fabrique les pièces de freinage et de liaisons au sol.

Créée en 1962, elle a constitué la première activité du site de Mulhouse. Avec 800 références, le pôle Mécanique regroupe trois types d'activités : l'usinage (disques, tambours, moyeux, pivots et bras de suspension), le montage (ensembles de roues avant et trains arrière) et le ferrage (berceaux, moteur, traverses arrières, support de pédalier et flasques).

Les contrôles ont eu lieu dans l'unité Mécanique du site STELLANTIS de Mulhouse et, notamment, au sein des ateliers Mécanique B et D.

Les référentiels utilisés sont :

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/08/2023
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/05/2013
- le Code de l'Environnement et plus précisément, l'article R. 181-46

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Diffusion dans le milieu récepteur	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 2	Consignation	
5	Pourcentage Émissions diffuses Mécanique B + D (PGS)	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 6	Amende	
6	Flux annuel de solvants (émissions totales) - Mécanique D et B	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 7	Amende	
8	Principe et Objectifs du programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Dépôt d'un PAC pour toute modification	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Transmission Étude de Conformité des Émissaires	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 3	Levée de mise en demeure
3	Conditions et consignes d'exploitation - Oxydateur	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 4	Levée de mise en demeure
4	VLE + Flux poussières - Extracteurs Mécanique D	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 5	Levée de mise en demeure
7	Présence d'émissaires non répertoriés	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 8	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle, l'Inspection a constaté:

- l'absence de retour en conformité pour les points de contrôle relatif au respect du pourcentage d'émissions diffuses et des flux annuel de solvants (émissions totales) pour les ateliers Mécanique B et D depuis la mise en demeure du 16 août 2023.

Compte tenu de ces non-conformités persistantes et conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au Préfet du Haut-Rhin, un projet d'amende administratif.

- l'absence de retour en conformité pour le point de contrôle relatif à la présence de chapeau chinois au niveau des émissaires de l'atelier Mécanique.

Durant le contrôle, l'exploitant a présenté un devis et un échéancier sur 3 ans (jusqu'en 2027) afin de réaliser les travaux de mise en conformité. Le montant de ce devis s'élève à 142 912.61 euros. L'exploitant s'est engagé à lancer la commande de cette prestation.

Compte tenu de cette non-conformité persistante et conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au Préfet du Haut-Rhin, un projet d'arrêté de consignation de

la somme prévue pour réaliser les travaux de mise en conformité.

- le non-respect de la modification du programme d'autosurveillance suite à la mise en place d'une méthodologie de mesures de la concentration et du flux annuel pour le paramètre poussières au niveau de l'atelier Mécanique
- le non-respect du dépôt d'un dossier de Porter à Connaissance au Préfet dans le cadre d'une modification. Ici, la prise en compte de 3 émissaires supplémentaires au niveau de l'atelier Mécanique D sans connaître l'impact sur l'environnement des rejets de ces émissaires.

Compte tenu de ces deux non-conformités et conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au Préfet du Haut-Rhin une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diffusion dans le milieu récepteur

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de Rejets
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 : « [...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. [...] La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée, mais pas d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeau chinois). [...] »
Constats : Les constats n'ont porté que sur les émissaires de l'atelier Mécanique D. En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis en date du 17 juillet 2024 un courrier à destination du Préfet précisant la stratégie de modification des chapeaux chinois pour les ateliers de Mécanique B et D. Dans ce courrier, l'exploitant précise qu'étant donné les contraintes de production de ces ateliers et de coût des travaux, ces modifications imposent la mise en place d'un planning étendu jusqu'en 2027. En pièce jointe du courrier, l'exploitant présente un devis de modification (réf: DE11563) détaillant les travaux prévus sur chaque émissaire: changement du diffuseur et si nécessaire, allongement de la tuyauterie de l'émissaire. Le montant du devis s'élève à 142 912, 61 euros. Lors de l'inspection et en complément du courrier, l'exploitant a précisé sa stratégie de travaux: les travaux décrits dans le devis et le courrier du 17 juillet 2024 seront engagés. L'exploitant indique également qu'il informera l'Inspection annuellement sur l'avancée des travaux. Les documents et les informations transmises et décrites ci-dessus démontrent que la non-conformité concernant la présence des chapeaux chinois est toujours présente. Sachant que des engagements ont été pris par l'exploitant pour modifier les émissaires et supprimer les chapeaux chinois, l'Inspection propose au Préfet de prendre un arrêté préfectoral de consignation de la somme des travaux jusqu'à réalisation de l'entièreté des travaux prévus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 2 : Transmission Étude de Conformité des Émissaires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de Rejets
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 : « Les effluents gazeux sont rejetés par des cheminées dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires. Dans un délai de 6 mois à compter de la réception du présent l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude de conformité de ces émissaires (hauteur et vitesse d'éjection) en application des textes ministériels en vigueur et applicables aux émissaires. Cette étude ne s'applique pas aux émissaires dits « tourelles d'extraction » (ambiance et procédés), présents sur les bâtiments SA29 et SA91 compte tenu de leurs prises en compte dans l'étude sanitaire globale site réalisée par l'exploitant en 2005. »
Constats : En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 06/09/2024 les documents suivants: <ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'assistance technique n°2288919 du 10/10/2023 - contrôle des émissaires de rejets atmosphériques - Mécanique B et C • Rapport d'assistance technique n°2288919 du 12/10/2023 - contrôle des émissaires de rejets atmosphériques - Mécanique D Après analyse des documents, l'Inspection a constaté que ces rapports permettent de vérifier les écarts normatifs concernant les caractéristiques des émissaires afin de permettre des mesures conformes selon les normes en vigueur. Un plan d'actions correctives est également réalisé pour chacun des ateliers de Mécanique. Lors de la visite, l'exploitant a précisé à l'Inspection que les plans d'actions correctives sera mis en place et l'exploitant a présenté un devis de travaux pour réaliser les modifications nécessaires et détaillés dans les plans d'actions correctives des rapports. Ces travaux seront menés en parallèle des actions sur les chapeaux chinois décrits dans les constats du point de contrôle n°1. Par conséquent, comme pour les travaux sur les chapeaux chinois, l'exploitant met en place un planning et informera l'Inspection annuellement de l'avancée des travaux. Ces constats n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Conditions et consignes d'exploitation - Oxydateur

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitement des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 : « Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : [...] <ul style="list-style-type: none"> • à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles

à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. »

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis un courrier en date du 15/05/2024 précisant que des actions ont été menées sur l'installation de traitement des effluents gazeux (ici, l'oxydateur thermique de la ligne de cataphorèse de l'atelier Mécanique D.

Dans son courrier, l'exploitant précise que le paramétrage des seuils d'alarme de l'installation a été modifié avec un seuil d'alarme à 650 °C et de pré-alarme à 680°C (comme indiqué dans le constat du point de contrôle N°4 de la visite d'inspection du 12/05/2023).

L'Analyse Fonctionnelle Détaillée de l'installation a été modifiée en conséquence selon l'exploitant et transmis à l'Inspection (AFD de l'IHM de l'oxydateur thermique - réf: 58-988 du 03/10/2023).

Lors de la visite, l'exploitant a présenté sur site l'interface de contrôle de l'installation (IHM de l'oxydateur thermique) et l'Inspection a constaté la présence des seuils d'alarme (650°C) et de pré-alarme (680°C).

Ce constat n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

Concernant les procédures et consignes d'exploitation, l'Inspection a constaté l'absence des procédures suivantes:

- la procédure précisant les actions à réaliser par le conducteur de l'installation en cas de pré-alerte et d'alerte
- la procédure précisant la maintenance (interne ou externe) mise en place et les actions associées en cas d'écarts constatés lors des mesures (température des fumées, concentration en CO/CO2/O2, excès d'air, ...)

Ces constats sont similaires à ceux réalisés lors de la visite d'inspection du 12/05/2023.

L'exploitant a indiqué lors de la visite que le responsable de l'atelier était absent et que par conséquent, il ne pouvait pas présenter les procédures.

En aval de l'inspection, une réunion en visio a été réalisée avec l'exploitant en date du 25/09/2024.

Le responsable d'atelier était présent et a transmis deux documents:

- un document technique de l'interface de commande qui présente les moyens pour acquitter les alarmes
- un document présentant les gammes de dépannage de l'installation d'incinération et utilisé par le service maintenance

Par la suite, le responsable d'atelier a présenté les interfaces entre ces documents:

En cas d'alarme ou de pré-alarme, l'opérateur d'exploitation va intervenir sur l'interface de commande afin d'acquitter une ou plusieurs alarmes et constater le niveau du défaut (mineur ou majeur).

Si le défaut est mineur, notamment sur les consignes de température, acquittement de l'alarme et attente de redescende des températures pour relancer la production.

Si le défaut est majeur (acquittement non possible par l'opérateur d'exploitation), l'opérateur va contacter le service maintenance.

Le service maintenance va intervenir et va agir sur le défaut à l'aide de l'autre document transmis décrivant les gammes de dépannage de l'installation.

Enfin, si le défaut n'est pas résorbable par le service maintenance, arrêt de l'installation et prise de contact avec le constructeur du brûleur pour maintenance externe.

Après analyse et présentation, ces documents reprennent les informations nécessaires pour décrire les actions correctives réalisées par les opérateurs en cas d'écart de mesure ou de déclenchement d'alarme.

Ces constats n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : VLE + Flux poussières - Extracteurs Mécanique D

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 5					
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration Rejets					
Prescription contrôlée :					
Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 :					
« Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution.					
Secteur Bâtiment	Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètre	Concentration (mg/Nm³)	Flux horaire	Flux annuel (kg/an ou t/an)*
[...]					
Mécanique D / SA91	Extracteurs	Poussières	40	X	1.3 t/an
Mécanique D / SA91	Grenaillage	Poussières	10	X	1.3 t/an
[...] »					
Constats :					
<p>Sur ce point de contrôle, l'Inspection s'est focalisée sur la méthodologie de détermination de la mesure de la concentration en poussières ainsi que le flux annuel pour les extracteurs d'ambiance de l'atelier Mécanique D et non sur les valeurs de mesures.</p> <p>En effet, lors de la visite du 12/05/2023, le constat qui a abouti à une mise en demeure portait sur la méthodologie de détermination des paramètres concentration et flux.</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 06/09/2024 un fichier tableur présentant la localisation des points de rejets atmosphériques du site de PSA Mulhouse et notamment les points de l'atelier Mécanique D.</p> <p>Dans ce document, l'exploitant a fourni un plan d'implantation des extracteurs d'ambiance de l'atelier Mécanique D et a explicité sa méthodologie afin de déterminer la concentration et la valeur de flux de poussières comme indiqué dans la prescription.</p> <p>Les valeurs obtenues pour l'année 2023 sur la base du rapport trimestriel de surveillance des rejets atmosphériques datant du 02/05/2024 sont:</p> <ul style="list-style-type: none">• Grenaillage :<ul style="list-style-type: none">◦ Concentration: 0.46 mg/Nm3◦ Flux horaire: 0.0006 kg/h◦ Temps de fonctionnement annuel: 5176 h◦ soit flux annuel: 3.11 kg/an < 1.3 t/an• Extracteurs d'ambiance (selon la méthodologie de l'exploitant) :<ul style="list-style-type: none">◦ Concentration: 0.29 mg/Nm3◦ Flux horaire: 0.0006 kg/h◦ Temps de fonctionnement annuel: 8064 h◦ soit flux annuel: 5.24 kg/an < 1.3 t/an <p>Ces constats n'appellent pas de remarques de l'Inspection.</p>					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Levée de mise en demeure					

N° 5 : Pourcentage Émissions diffuses Mécanique B + D (PGS)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 6			
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion des Solvants			
Prescription contrôlée :			
Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 :			
« Les émissions de composés organiques volatils des activités définies à l'article 30-22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (application de revêtement sur support métal, plastique, hors peinture de caisses automobiles) respectent les dispositions suivantes :			
Bâtiment	Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètre	Émissions diffuses
Mécanique B	Peintures moyeux-Tambours (2 émissaires)	COV	le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée
Mécanique B	Installations GEOMET I et II	COV	
Mécanique D	Cataphorèse (étuve zone de maintien)	COV	
Constats :			
Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté sa nouvelle méthodologie concernant la réalisation du PGS, notamment sur la détermination du paramètre O1.			
Cependant, l'exploitant n'a pu mettre en application la méthodologie et présenter des résultats chiffrés car il n'avait pas réceptionné les rapports de mesures des rejets atmosphériques pour le 1 ^{er} semestre 2024.			
Au regard du Plan de Gestion des Solvants 2023 pour les activités de 2022, la ligne GEOMET I et II n'appelle pas de remarques de l'Inspection avec un taux d'émissions diffuses de 18 %.			
En aval de l'inspection, une réunion en visioconférence a été réalisée avec l'exploitant en date du 25/09/2024.			
L'exploitant a présenté son Plan de Gestion des Solvants revu avec les résultats des campagnes de mesures de 2024 pour les lignes Cataphorèse et Moyeux-Tambours.			
Pour la ligne Cataphorèse, la mise en place de la nouvelle méthodologie a permis de déterminer le paramètre O1 plus précisément ce qui permet de déterminer le pourcentage d'émissions diffuses sur l'installation.			
Pour le 1 ^{er} semestre 2024, la part d'émissions diffuses est de 10 %.			
Ce constat n'appelle pas de remarques de l'inspection.			
Pour la ligne Moyeux-Tambours, la même méthodologie a été appliquée sur la même période.			
Cependant, la part d'émissions diffuses est de 43 % ce qui est supérieur à la limite de la prescription.			
Pour expliquer cet écart, l'exploitant indique qu'il y a eu une erreur de mesures lors de la campagne du 1 ^{er} semestre 2024 sur le débit horaire de l'émissaire Séchage Peinture.			
La valeur relevée est de 2400 Nm3/h alors qu' elle devrait être proche de 10000 selon les dires de l'exploitant.			

Cependant, après examen de l'Inspection sur les campagnes de mesures précédentes, il apparaît que la valeur de débit horaire sur l'émissaire Séchage Peinture de la ligne Moyeux-Tambours est du même ordre pour les campagnes entre 2018 et 2022 d'après le document de synthèse des rejets atmosphériques transmis par l'exploitant (comme demandé dans son arrêté préfectoral) sauf pour le semestre 1 de 2021. Voici les valeurs de débit indiqués dans le document :

- 2018 - Semestre 1 : 2690 Nm3/h
- 2018 - Semestre 2 : 2537 Nm3/h
- 2019 - Semestre 1 : 2511 Nm3/h
- 2019 - Semestre 2 : 2493 Nm3/h
- 2020 - Semestre 1 : 2420 Nm3/h
- 2020 - Semestre 2 : 2445 Nm3/h
- 2021 - Semestre 1 : 10600 Nm3/h
- 2021 - Semestre 2 : 2313 Nm3/h
- 2022 - Semestre 1 : 2431 Nm3/h
- 2022 - Semestre 2 : 2551 Nm3/h
- Contrôle inopiné du 12/10/2023 (réf : RC44272) : débit horaire de 2700 Nm3/h

Les constats réalisés sur le pourcentage d'émissions diffuses et les débits horaires de la ligne Moyeux-Tambours ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant que le fait de ne pas se conformer à un arrêté de mise en demeure l'expose aux sanctions pénales en application des dispositions prévues à l'article L.173-1-II- 5° du Code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

N° 6 : Flux annuel de solvants (émissions totales) - Mécanique D et B

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de Gestion des Solvants

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 :

« Les émissions de composés organiques volatils des activités définies à l'article 30-22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (application de revêtement sur support métal, plastique, hors peinture de caisses automobiles) respectent les dispositions suivantes :

Bâtiment	Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètre	Flux global annuel (tonnes de solvants par an) (émissions canalisées + diffuses)
Mécanique B	Peinture moyeux - Tambours (2 émissaires)	COV	2
Mécanique B	Installations GEOMET I et II	COV	0.6

Mécanique D	Cataphorèse (étuve zone de maintien)	COV	0.15
»			
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté sa nouvelle méthodologie concernant la réalisation du PGS, notamment sur la détermination du paramètre O1. Cependant, l'exploitant n'a pu mettre en application la méthodologie et présenter des résultats chiffrés car il n'avait pas réceptionné les rapports de mesures des rejets atmosphériques pour le 1 ^{er} semestre 2024. Au regard du Plan de Gestion des Solvants 2023 pour les activités de 2022, la ligne GEOMET I et II est non-conforme avec une valeur d'Émissions Totales de 1944 kg. En aval de l'inspection, une réunion en visioconférence a été réalisée avec l'exploitant en date du 25/09/2024. L'exploitant a présenté son Plan de Gestion des Solvants revu avec les résultats des campagnes de mesures de 2024 pour les lignes Cataphorèse et Moyeux-Tambours : Pour la ligne Cataphorèse : flux de 816 kg Pour la ligne Moyeux-Tambours : flux de 148 kg Les constats réalisés sur les flux globaux des lignes des ateliers Mécanique B et D ne permettent pas de lever la mise en demeure (notamment pour les lignes GEOMET I et II ainsi que la ligne Cataphorèse), dont le délai est pourtant échu. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant que le fait de ne pas se conformer à un arrêté de mise en demeure l'expose aux sanctions pénales en application des dispositions prévues à l'article L.173-1-II- 5° du Code de l'Environnement.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Amende			

N° 7 : Présence d'émissaires non répertoriés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 8		
Thème(s) : Risques chroniques, Points de Rejets		
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes des articles 6.1 et 6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 : <u>Extrait de l'article 6.1 :</u> [...] Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit[...]		
<u>Extrait de l'article 6.2 :</u> « Les différents émissaires de Mécanique ont été répertoriés : [...]		
Mécanique D / SA91	Tunnel de traitement de surface (TTS)	2 Extracteurs bains alcalins

Mécanique D / SA91	Tunnel de traitement de surface (TTS)	Extracteurs bains acides
Mécanique D / SA91	Cataphorèse	2 émissaires étuves zones de montée et maintien 1 émissaire de l'incinérateur
Mécanique D / SA91	Chaudières Gaz	2 émissaires (chaudières 1 et 2)
[...] »		
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12/05/2023, il a été constaté la présence de 3 émissaires supplémentaires au niveau de l'atelier Mécanique D.</p> <p>Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 06/09/2024, un document présentant les détails des émissaires de l'atelier Mécanique D:</p> <ul style="list-style-type: none"> un plan de localisation des points de rejets atmosphériques pour le site de PSA Mulhouse (réf: Localisation_points_rejets_atmospheriques_reglementaire_PSA_Mulhouse_version_06092024) avec des photos des émissaires et un tableau synthétisant les caractéristiques des émissaires <p>Après analyse de ce plan, l'Inspection s'est rendu sur le toit de l'atelier Mécanique D le jour de l'inspection afin de vérifier la présence des différents émissaires cités dans le document ainsi que l'ajout des 3 émissaires manquants vu lors de l'inspection du 12/05/2023.</p> <p>Concernant les émissaires manquants, ceux-ci ont bien été ajoutés sur le document et repérés lors de l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> le point nommé "Emissaire au niveau de la cataphorèse " dans le rapport de l'inspection du 12/05/2023 est désormais désigné Emissaire n°12 sur le plan de l'exploitant et il a bien été constaté sur le toit de l'atelier Mécanique D. Ce point correspond bien à la sortie de la Cataphorèse et désigné par l'exploitant "Emissaire n°12 - Tunnel de traitement de surfaces (TTS) - Bains Cata + UF". Ce point de rejet a été ajouté au plan de surveillance des rejets atmosphériques de l'atelier Mécanique D. le point nommé "Emissaire en amont de l'échangeur air/air au niveau de la conduite d'extraction des gaz incinérés " dans le rapport de l'inspection du 12/05/2023 est désormais désigné Emissaire n°14 sur le plan de l'exploitant et il a bien été constaté sur le toit de l'atelier Mécanique D. Ce point permet d'évacuer plus rapidement la chaleur de l'étuve en cas d'arrêt et ainsi permettre une intervention plus rapide sur l'étuve en cas de panne ou de maintenance. Ce point ne fait donc pas parti du plan de surveillance car c'est un point hors production et il n'y a pas de rejet d'air vicié. le point nommé "émissaire sur le refroidisseur" dans le rapport de l'inspection du 12/05/2023 n'est pas représenté sur le plan de l'exploitant mais celui a bien été constaté par l'Inspection sur le toit de l'atelier Mécanique D. Ce point représente une entrée et une sortie d'air afin de refroidir les pièces en sortie de l'étuve. Ce point ne rejette pas d'air vicié et n'est pas ajouté au plan de surveillance. L'exploitant s'engage à ajouter ce point sur son plan de localisation. <p>Les constats concernant le fait de prendre en compte et de répertorier les nouveaux émissaires relevés lors de la visite d'inspection du 12/05/2023 n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Levée de mise en demeure		

N° 8 : Principe et Objectifs du programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Méthodologie poussières
Prescription contrôlée :

<p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 06/09/2024 un fichier tableur présentant la localisation des points de rejets atmosphériques du site de PSA Mulhouse et notamment les points de l'atelier Mécanique D.</p> <p>Dans ce document, l'exploitant a fourni un plan d'implantation des extracteurs d'ambiance de l'atelier Mécanique D et a explicité sa méthodologie afin de déterminer la concentration et la valeur de flux de poussières comme indiqué dans la prescription.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a explicité sa méthodologie:</p> <p>Dans la zone de Mécanique D, l'exploitant utilise un plan de la zone en y intégrant les activités et les installations en place ainsi que les extracteurs d'ambiance.</p> <p>A l'aide du plan et d'un diagnostic terrain, l'exploitant définit le point de l'atelier le plus émissif en poussières (actuellement, ce point est l'extracteur situé au pilier G4 à proximité directe d'une installation de soudure).</p> <p>C'est sur ce point que les mesures de VLE (Valeur Limite d'Exposition) poussières sont effectuées car ce point est le plus majorant de l'atelier et évite la réalisation de mesures sur tous les extracteurs d'ambiance de la zone (multiplication des points coûteux - pour la Mécanique D, 23 extracteurs d'ambiance).</p> <p>Pour la détermination du flux, l'exploitant applique les mesures du point G4 sur un périmètre prenant en compte les 13 extracteurs d'ambiance à proximité du point G4 et multiplie par le nombre d'heures de fonctionnement de l'émissaire G4.</p> <p>Après analyse de la méthodologie, l'Inspection constate que la définition du programme d'autosurveillance pour le paramètre poussières est basé sur une analyse subjective de l'exploitant. Le choix de mesurer un seul émissaire ne se base pas sur la performance des installations par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de définir un programme d'autosurveillance du paramètre poussières en prenant en compte les évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Dépôt d'un PAC pour toute modification

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46</p>
<p>Thème(s) : Autre, Dépôt PAC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation</p>

doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Suite aux constats réalisés au niveau du point de contrôle n°8 de la présente visite d'inspection, l'Inspection a constaté la prise en compte de 3 nouveaux émissaires au niveau de l'atelier Mécanique D:

- le point nommé "Emissaire au niveau de la cataphorèse " ajouté au plan des émissaires par l'exploitant et correspondant à l'émissaire n°12
- le point nommé "Emissaire en amont de l'échangeur air/air au niveau de la conduite d'extraction des gaz incinérés " ajouté au plan des émissaires par l'exploitant et correspondant à l'émissaire n°14
- le point nommé "émissaire sur le refroidisseur" non représenté sur la plan des émissaires par l'exploitant car selon ses dires, ce point représente une entrée et une sortie d'air afin de refroidir les pièces en sortie de l'étuve. Ce point ne rejette pas d'air vicié

Malgré le référencement des nouveaux émissaires sur les plans, l'exploitant n'a pas déterminé si ces nouveaux émissaires ont un impact sur l'environnement et s'ils nécessitent d'être inscrits sur le programme d'autosurveillance du site.

Afin de connaître ces informations, l'exploitant doit réaliser un dossier de Porter à Connaissance à transmettre au Préfet.

Cette prescription réglementaire est issue de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement.

L'absence de dossier de Porter à Connaissance transmis au Préfet dans le cadre de l'ajout de 3 émissaires au niveau de l'atelier Mécanique D constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de transmettre au Préfet un dossier de Porter à Connaissance afin de notifier la présence de 3 nouveaux émissaires au niveau de l'atelier Mécanique D.

Ce dossier devra notamment contenir une caractérisation des rejets de ces 3 émissaires, leur impact sur l'environnement et la nécessité ou non d'inscrire ces émissaires au programme d'autosurveillance du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois